



Communiqué

Communiqué de presse-jeudi 24 mars 2011

Hausse du prix de l'électricité : la face cachée du nucléaire

EDF demande à l'Etat d'augmenter le prix de l'électricité de 30% en 5 ans. Principale raison de cette nouvelle hausse : EDF doit investir dans un parc nucléaire vieillissant, les chantiers du futur EPR et le centre de stockage de déchets à Bure s'avèrent beaucoup plus onéreux que prévu. Alors que le géant de l'électricité française reconnaît lui-même que les prix de l'électricité en France sont sous-estimés, France Nature Environnement analyse les coûts réels de l'énergie nucléaire. Enquête.

Pour Bruno Genty, président de France Nature Environnement : *« la terrible catastrophe de Fukushima a un impact très important dans le monde entier. Plus rien ne sera jamais comme avant pour l'industrie nucléaire qui est désormais obligée d'admettre qu'elle se trouve dans une impasse. On ne peut plus prendre un tel risque et assumer un coût économique et humain pharaonique pour satisfaire 2,5% de la consommation mondiale d'énergie. »*

Avec sa demande de forte augmentation des tarifs d'électricité en France, EDF admet implicitement que les prix actuels de l'électricité sont en dessous de ses coûts réels. C'est une première. Le mythe de l'électricité nucléaire pas chère s'écroule et illustre la vulnérabilité de notre système énergétique. La question qui se pose désormais est : quel est le coût réel du nucléaire ?

Prendre en compte tous les coûts liés au nucléaire

Contrairement aux idées reçues l'énergie nucléaire coûte cher et pour calculer son vrai prix il faut prendre en compte tous ses coûts : recherche et développement, extraction et importation d'uranium, exploitation, entretien, transport par des lignes THT, déchets, sécurité, risques, le démantèlement, l'assurance... Tout cela avec des effets limités sur le marché de l'emploi.

Nucléaire, combien ça coûte ?

- Dès 1999, le rapport de Jean-Michel Charpin, Benjamin Dessus et René Pellat chiffrait le coût pour la recherche et le développement ainsi que pour l'exploitation des centrales françaises entre 418 et 446 milliards d'euros.
- Le coût de construction d'une centrale est aussi démesuré que difficile à estimer. La preuve avec les chantiers EPR en Finlande et à Flamanville qui accusent tous les deux

de 2 à 3 ans de retard, avec un prix qui est passé de 3,3 milliards à plus de 5 milliards d'euros pour la centrale de Flamanville. En tout (pour Flamanville et la Finlande) Areva a provisionné 2,6 milliards d'euros à cause des retards. Immobilisations qui s'ajoutent aux 423 millions de pertes d'Areva en 2010.

- Il faut ajouter à cela un coût de démantèlement chiffré à 63 milliards d'euros par la Cour des Comptes (rapport de 2005) qui s'inquiète du manque de provisions financières d'EDF et d'Areva pour couvrir ces dépenses.
- Le combustible, uranium importé essentiellement du Niger – ce qui n'assure ni l'indépendance énergétique, ni la durabilité – coûte également cher. Son coût global a tendance à augmenter – le coût de l'uranium du Niger a doublé en 2008 - à cause de sa raréfaction et des conditions difficiles d'exploitation aggravées par la menace terroriste et les enlèvements des salariés d'Areva.
- A cela s'ajoute le coût de l'entretien qui augmente avec le vieillissement des centrales et qui fait augmenter le coût de l'assurance. C'est la raison pour laquelle la centrale de Fukushima au Japon n'était plus assurée depuis août 2010. Son exploitant, Tepco, ayant jugé le tarif proposé par l'assureur « trop excessif ». Les assureurs rechignent à prendre ce risque seuls et sont obligés de se regrouper pour tenter de le couvrir.
- Le coût du transport par des lignes THT de l'électricité produite par les centrales et les pertes d'énergie pouvant aller de 10 à 20% des capacités énergétiques lors du transport longue distance alourdissent également la facture.
- Le stockage des déchets devra être assuré pendant toute la durée de leur radioactivité (100 000 ans). Aucune solution n'existe actuellement et les tentatives sont extrêmement coûteuses : le prix du centre de stockage profond à Bure est passé de 15 milliards à plus de 35 milliards d'euros en quelques années.
- Restent encore à estimer les coûts des indirects ou externalités négatives : radioactivité, pollutions des sols et de l'eau, risques pour la santé... couverts par l'argent du contribuable. Sans oublier que la facture explose en cas d'accident !
- Pour comparaison : la catastrophe d'AZF a coûté 2 milliards d'euros, le coût purement économique de la catastrophe de Tchernobyl s'élève lui à plus de 500 milliards de euros ... alors que EDF est assuré pour tout accident seulement à hauteur de 91 millions d'euros.
- A ce coût économique s'ajoute un coût social qui tend vers l'infini.

Changer de modèle énergétique pour créer plus d'emplois

D'après nos estimations, en prenant en compte uniquement les coûts de recherche et développement, construction, exploitation, réparation, transport de l'électricité et démantèlement, le coût d'un Mwh produit par le nucléaire serait égal à celui de l'éolien terrestre, mais plus cher que la biomasse, l'hydraulique ou les énergies fossiles.

En ce qui concerne le marché de l'emploi, l'énergie nucléaire représenterait 100.000 emplois directs et indirects en France. Pour comparaison : le photovoltaïque seul, c'est 25.000 emplois en France, alors qu'en Allemagne l'éolien, le photovoltaïque et la biomasse représentaient 340.000 emplois en 2009. L'avance prise par l'Allemagne en

termes de création d'emplois verts s'explique d'ailleurs en partie par le programme de sortie progressive du nucléaire qui a réorienté les investissements vers les solutions alternatives. Contrairement à cela, en France, l'énergie nucléaire concentre une grande partie des investissements, notamment publics, ce qui siphonne le potentiel des énergies renouvelables.

Pour sortir de l'impasse nucléaire, France Nature Environnement propose un programme sur une quarantaine d'années. Il faut commencer par sortir de l'absurde comme le chauffage électrique, peu efficace et coûteux pour les ménages, puis lancer un plan massif de rénovation des bâtiments et réduire la consommation des appareils électriques. Par ailleurs il faut investir massivement dans les transports collectifs, mais aussi réduire drastiquement la consommation des moteurs des véhicules. Objectif : diminuer la consommation de l'énergie de 62% en 40 ans. D'après le scénario de Négawatt*, ce sont des pistes crédibles et réalisables. Pour atteindre les 23% d'énergies renouvelables d'ici 2020, comme la France s'y est engagée, il est nécessaire de réorienter les investissements vers les énergies renouvelables, toutes les énergies renouvelables : solaire thermique et photovoltaïque, éolien terrestre et off shore, énergies marines, hydraulique, biomasse, et géothermie.

Pour Bruno Genty, « *il est plus que temps de changer notre modèle énergétique, pour le rendre plus durable, plus robuste, moins cher et créateur d'emplois non-délocalisables. Comme avec le modèle décrit par Nicholas Stern pour le changement climatique, il faut aujourd'hui investir dans la sortie du nucléaire et l'anticipation pour éviter d'avoir demain à payer une facture économique et humaine exorbitante.* »